

LISTE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES**CARTE PROFESSIONNELLE****TRANSACTION SUR IMMEUBLES ET FONDS DE COMMERCE – GESTION
IMMOBILIERE - SYNDIC - MARCHAND DE LISTES - PRESTATIONS DE
SERVICES - PRESTATIONS TOURISTIQUES****POUR UNE PREMIERE DEMANDE**

Le formulaire de demande dûment complété et signé

APTITUDE ACQUISE EN FRANCE

Pour le chef d'entreprise, le représentant légal ou le directeur de l'établissement principal ou du siège

Diplôme : Art. 11 du décret 72-678

☞ Copie, certifiée conforme par le demandeur, du diplôme délivré par l'Etat ou au nom de l'Etat, d'un niveau égal ou supérieur à trois années d'études supérieures après le baccalauréat et sanctionnant des études juridiques, économiques ou commerciales

ou

☞ Copie, certifiée conforme par le demandeur, du diplôme ou un titre inscrit au répertoire national des certifications professionnelles d'un niveau équivalent (niveau II) et sanctionnant des études de même nature

ou

☞ Copie, certifiée conforme par le demandeur, du brevet de technicien supérieur professions immobilières

ou

☞ Copie, certifiée conforme par le demandeur, du diplôme de l'institut d'études économiques et juridiques appliquées à la construction et à l'habitation

Diplôme et expérience professionnelle : art. 12 du décret 72-678

☞ Copie, certifiée conforme par le demandeur, du baccalauréat, soit d'un diplôme ou d'un titre inscrit au répertoire national des certifications professionnelles d'un niveau équivalent (niveau IV) et sanctionnant des études juridiques, économiques ou commerciales

et

☞ Bulletins de salaires relatifs à l'exercice pendant au moins 3 ans (pour le directeur de l'établissement 18 mois) d'un emploi subordonné se rattachant à l'activité pour laquelle la mention demandée, à temps complet ou de l'équivalent à temps partiel, ou certificats de travail.

Expérience professionnelle : art. 14 du décret 72-678

S'il s'agit d'un emploi de cadre (ou emploi public de catégorie A ou de niveau équivalent) :

↪ Bulletins de salaires relatifs à l'exercice pendant au moins 4 ans (pour le directeur de l'établissement 2 ans) d'un emploi cadre se rattachant à l'activité pour laquelle la mention est demandée, à temps complet ou de l'équivalent à temps partiel ou certificats de travail

et

↪ Attestation de la caisse de retraite des cadres pour l'exercice de l'activité pour laquelle la mention est demandée pendant au moins 4 ans (pour le directeur de l'établissement 2 ans) à temps complet ou de l'équivalent à temps partiel

S'il s'agit d'un emploi salarié non cadre :

↪ Bulletins de salaires relatifs à l'exercice pendant au moins 10 ans (pour le directeur de l'établissement 5 ans) d'un emploi subordonné se rattachant à l'activité pour laquelle la mention est demandée, à temps complet ou de l'équivalent à temps partiel ou certificats de travail

Autre pièce :

↪ Copie de la pièce d'identité en cours de validité

Pour un ressortissant d'un Etat tiers, établi en France

↪ Un extrait du casier judiciaire datant de moins de 3 mois, ou à défaut un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative de cet Etat

Pour l'entreprise

↪ Un extrait du RCS datant de moins de 1 mois de l'entreprise
↪ Pour une société, 1 copie des statuts à jour certifiée conforme à l'original

et

copie de la pièce d'identité des associés détenant directement ou indirectement au moins 25% des parts du capital, pour les associés personnes morales copie de la pièce d'identité du représentant légal

↪ Attestation de garantie financière*, pour l'année en cours, délivrée par l'organisme garant

ou

Attestation sur l'honneur du titulaire qu'il ne reçoit ni détient directement ou indirectement, à l'occasion de tout ou partie des activités pour lesquelles la carte est demandée, aucun fonds, effet ou valeur (cadre n° 13 du formulaire CERFA)

↪ Attestation de l'établissement de crédit qui a ouvert le « compte séquestre » avec indication du n° de compte et coordonnées de l'agence qui le tient

↪ Attestation d'assurance*, pour l'année en cours, contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle

↪ Une liste des établissements secondaires indiquant l'adresse de chaque établissement et le cas échéant le nom commercial et/ou l'enseigne

APTITUDE ACQUISE DANS UN ETAT MEMBRE DE L'UNION EUROPEENNE OU DE L'E.E.E



ATTENTION TOUTES LES PIECES DOIVENT ETRE PRODUITES EN LANGUE FRANCAISE OU TRADUITES PAR UN TRADUCTEUR ASSERMENTE.

MAJ : 18/06/2015

La CCI se réserve le droit de vous demander des pièces complémentaires lors de l'instruction de votre dossier

*les attestations doivent porter la mention des activités concernées

Pour le chef d'entreprise, le représentant légal ou le directeur de l'établissement principal ou du siège

Diplôme : Art. 16-1 du décret 72-678*

↵ Copie, certifiée conforme par le demandeur, du diplôme sanctionnant des études post secondaires d'une durée d'au moins 1 an à temps plein avec le supplément au diplôme délivré par l'établissement d'enseignement ou titres permettant l'accès à l'une des activités de la loi Hoguet dans un Etat membre de l'UE ou de l'EEE **qui régleme nte l'accès à la profession ou son exercice**

et

↵ Attestation de l'autorité ayant délivré les diplômes ou titres, attestant que cette formation a été effectuée dans une université ou un établissement d'enseignement supérieur, avec indication de la durée de cette formation

ou

↵ Attestation de l'autorité compétente de l'Etat membre, dans lequel l'aptitude professionnelle a été acquise, s'il ne régleme nte pas l'accès à la profession ou son exercice, certifiant que les diplômes ou titres obtenus sanctionnent une formation réglementée visant spécifiquement une préparation de son titulaire à l'activité d'agent immobilier.

ou

↵ Copie certifiée conforme par le demandeur, du diplôme sanctionnant des études post secondaires d'une durée d'au moins 1 an à temps plein avec le supplément au diplôme délivré par l'établissement d'enseignement ou titres sanctionnant **une formation réglementée** visant spécifiquement l'accès à l'une des activités de la loi Hoguet et attestant de la préparation du titulaire à cet exercice, dans un Etat membre

et

↵ Attestation de l'autorité compétente de l'Etat membre, dans lequel l'aptitude professionnelle a été acquise, s'il ne régleme nte pas l'accès à la profession ou son exercice, certifiant que les diplômes ou titres obtenus sanctionnent **une formation réglementée** visant spécifiquement une préparation de son titulaire à l'une des activités de la loi Hoguet.

Diplôme et expérience professionnelle : Art. 16-1 du décret 72-678

↵ Copie, certifiée conforme par le demandeur, du diplôme sanctionnant des études post secondaires d'une durée d'au moins 1 an à temps plein avec le supplément au diplôme délivré par l'établissement d'enseignement ou titres attestant de la préparation à l'exercice des activités de la loi Hoguet et justification d'un exercice à plein temps ou pendant une durée équivalente à temps partiel de l'activité pendant 2 ans au moins au cours des 10 dernières années

et

↵ Attestation de l'autorité compétente de l'Etat membre, dans lequel l'aptitude professionnelle a été acquise, s'il ne régleme nte pas l'accès à la profession ou son exercice, certifiant que le demandeur a exercé à temps plein, ou pendant une durée équivalente à temps partiel, l'une des activités de la loi Hoguet pendant 2 ans au cours des 10 dernières années, avec indication des dates de cet exercice

Diplôme ou titre délivré par un pays tiers et reconnu par un Etat membre :

↵ Copie, certifiée conforme par le demandeur, des diplômes ou titres (Diplôme ou titre délivré par un pays tiers et reconnu par un Etat membre)

et

↵ Attestation émanant de l'autorité compétente de cet Etat certifiant que le titulaire a exercé sur son territoire l'activité pendant 3 années, avec indication des dates de cet exercice

Expérience professionnelle : art. 16-2 du décret 72-678

* Diplôme sanctionnant des études postsecondaires, d'une durée d'au moins un an ou d'une durée équivalente en cas d'études à temps partiel, et dont l'une des conditions d'accès est l'accomplissement soit d'un cycle d'études secondaires exigé pour accéder à l'enseignement universitaire ou supérieur, soit d'une formation de niveau secondaire équivalente, ainsi que la formation professionnelle éventuellement requise en plus de ces études postsecondaires

↵ Attestation de l'autorité compétente d'un Etat membre qui réglemente l'accès à la profession ou son exercice, certifiant de l'exercice à temps plein de l'activité pendant 3 ans consécutifs au cours des 10 dernières années, ou de l'exercice de cette activité à temps partiel pendant une durée équivalente, avec indication des dates de cet exercice

Pour l'entreprise

- ↵ Un extrait du RCS datant de moins de 1 mois de l'entreprise
- ↵ Pour une société, 1 copie des statuts à jour certifiée conforme à l'original

et

copie de la pièce d'identité des associés détenant directement ou indirectement au moins 25% des parts du capital, pour les associés personnes morales copie de la pièce d'identité du représentant légal

↵ Attestation de garantie financière*, pour l'année en cours, délivrée par l'organisme garant

ou

Attestation sur l'honneur du titulaire qu'il ne reçoit ni détient directement ou indirectement, à l'occasion de tout ou partie des activités pour lesquelles la carte est demandée, aucun fonds, effet ou valeur (cadre n° 13 du formulaire CERFA)

- ↵ Attestation de l'établissement de crédit qui a ouvert le « compte séquestre » avec indication du n° de compte et coordonnées de l'agence qui le tient
- ↵ Attestation d'assurance*, pour l'année en cours, contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle
- ↵ Une liste des établissements secondaires indiquant l'adresse de chaque établissement et le cas échéant le nom commercial et/ou l'enseigne

Autre pièce :

- ↵ Copie de la pièce d'identité en cours de validité

Le cas échéant, pour un ressortissant UE, E.E.E ou d'un Etat tiers

↵ Copie certifiée conforme du diplôme par le demandeur ou certificat justifiant le suivi d'un enseignement à la langue française ou des attestations établissant l'acquisition de la langue française par l'usage.

Pour un ressortissant d'un Etat tiers, établi en France

↵ Un extrait du casier judiciaire datant de moins de 3 mois, ou à défaut un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative de cet Etat

POUR LE RENOUELEMENT D'UNE CARTE

- ↵ Le formulaire de renouvellement complété et signé
- ↵ Copie de la pièce d'identité en cours de validité
- ↵ Copie de la carte professionnelle
- ↵ L'ancienne carte professionnelle au moment de la remise de la nouvelle carte

DANS TOUS LES CAS

↵ Attestation de garantie financière*, pour l'année en cours, délivrée par l'organisme garant

MAJ : 18/06/2015

La CCI se réserve le droit de vous demander des pièces complémentaires lors de l'instruction de votre dossier

*les attestations doivent porter la mention des activités concernées

ou

- ↵ Attestation sur l'honneur du titulaire qu'il ne reçoit ni détient directement ou indirectement, à l'occasion de tout ou partie des activités pour lesquelles la carte est demandée, aucun fonds, effet ou valeur
- ↵ Attestation d'assurance*, pour l'année en cours, contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle
- ↵ Justificatif du respect de l'obligation de formation professionnelle continue (non applicable actuellement)
- ↵ Un extrait du RCS datant de moins de 1 mois
- ↵ Pour une société, 1 copie des statuts à jour certifiée conforme à l'original

et

copie de la pièce d'identité des associés détenant directement ou indirectement au moins 25% des parts du capital, pour les associés personnes morales copie de la pièce d'identité du représentant légal

Pour un ressortissant d'un Etat tiers, établi en France :

- ↵ Un extrait du casier judiciaire datant de moins de 3 mois, ou à défaut un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative de cet Etat.

POUR UNE MODIFICATION DE CARTE

- ↵ Le formulaire de modification de carte complété et signé
- ↵ Copie de la pièce d'identité en cours de validité
- ↵ Copie de la carte professionnelle lorsque celle-ci a été délivrée par la préfecture

Pour un ressortissant d'un Etat tiers, établi en France :

- ↵ Un extrait du casier judiciaire datant de moins de 3 mois, ou à défaut un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative de cet Etat.

La modification concerne :

1 Le changement de : l'adresse de l'établissement principal, du siège social, la dénomination, la forme juridique, le changement du représentant légal,

- ↵ Un extrait du RCS datant de moins de 1 mois
- ↵ L'aptitude professionnelle en cas de changement de représentant légal
- ↵ Attestation de garantie financière*, pour l'année en cours, délivrée par l'organisme garant

ou

Attestation sur l'honneur du titulaire qu'il ne reçoit ni détient directement ou indirectement, à l'occasion de tout ou partie des activités pour lesquelles la carte est demandée, aucun fonds, effet ou valeur

- ↵ Attestation d'assurance*, pour l'année en cours, contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle
- ↵ Pour une société, 1 copie des statuts à jour certifiée conforme à l'original

et

copie de la pièce d'identité des associés détenant directement ou indirectement au moins 25% des parts du capital, pour les associés personnes morales copie de la pièce d'identité du représentant légal

- ↵ L'ancienne carte professionnelle au moment de la remise de la nouvelle carte

2 le changement de garant ou d'assureur :

- ☞ Attestation de garantie financière*, mise à jour, délivrée par l'organisme garant
- ☞ Attestation d'assurance*, mise à jour, contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle
- ☞ Pour une société, 1 copie des statuts à jour certifiée conforme à l'original

et

☞ copie de la pièce d'identité des associés détenant directement ou indirectement au moins 25% des parts du capital, pour les associés personnes morales copie de la pièce d'identité du représentant légal

3 Une déclaration de non détention de fonds (pour l'activité de transaction) :

- ☞ Une déclaration sur l'honneur qu'il n'est reçu ni détenu, directement ou indirectement des fonds, effets ou valeurs
- ☞ Attestation d'assurance*, pour l'année en cours, contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle
- ☞ Pour une société, 1 copie des statuts à jour certifiée conforme à l'original

et

copie de la pièce d'identité des associés détenant directement ou indirectement au moins 25% des parts du capital, pour les associés personnes morales copie de la pièce d'identité du représentant légal

4 Une déclaration de détention de fonds :

- ☞ Attestation de garantie financière*, pour l'année en cours, délivrée par l'organisme garant
- ☞ Attestation de l'établissement de crédit qui a ouvert le « compte séquestre » avec indication du n° de compte et coordonnées de l'agence qui le tient
- ☞ Attestation d'assurance*, pour l'année en cours, contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle
- ☞ Pour une société, 1 copie des statuts à jour certifiée conforme à l'original

et

copie de la pièce d'identité des associés détenant directement ou indirectement au moins 25% des parts du capital, pour les associés personnes morales copie de la pièce d'identité du représentant légal

DECLARATION N'ENTRAINANT PAS LA MODIFICATION DE LA CARTE

Concerne un avenant à la garantie financière ou l'assurance contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle :

- ☞ Copie de l'avenant

Concerne la cessation de garantie financière :

- ☞ Restitution de la carte professionnelle

Concerne la suspension, l'expiration ou la dénonciation du contrat d'assurance :

- ☞ Restitution de la carte professionnelle

Concerne le changement du directeur de l'établissement principal ou du siège

- ☞ Les pièces de l'aptitude professionnelle, voir « pour une première demande »

- ☞ Copie d'une pièce d'identité

Concerne une ouverture d'établissement secondaire à la CCI

- ☞ Une liste des établissements secondaires indiquant l'adresse de chaque établissement et le cas échéant le nom commercial et/ou l'enseigne